

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 5 HEURES DU SOIR

MATAHITI 27. — N° 30.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pac 26 tūnū 1878.

PRIX DE L'ABONNEMENT / par année d'avance/	
Un an.....	15 fr.
Six mois.....	10 fr.
Trois mois.....	5 fr.
Un numéro.....	2 fr.

Pour les Abonnements (les Annonces), s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des Abonnements / en complément/

Les deux premiers numéros..... 20 c. étagées

Au-delà de 20 (tropes)..... 20 c. étagées

Les annoncées renouvelées au sujet la moitié de pricées

précédentes inscrites.

SOMMARIO.

PARTIE OFFICIELLE. — Dépêches ministérielles au sujet des conventions conclus entre la France, l'Angleterre et la Russie pour l'extradition des malfaiteurs; — Arrêté portant promulgation desdites conventions (texte y annexé). — Avis ministreriaux — Arrêté de la haute cour britannique.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Comité d'agriculture. — Fais divers. — Mouvement commercial. — Mouvements du port. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE**DÉPÈCHES MINISTÉRIELLES.**

Paris, le 12 avril 1878.

Monsieur le Commandant. — Vous trouverez dans le numéro du *Journal officiel* du 5 avril courant, le texte de la convention conclue, le 28 mars 1877, entre la France et le Danemark pour l'extradition des malfaiteurs.

La Chambre et le Sénat ont approuvé cette convention, qui est applicable à nos colonies, où elle devra recevoir sa pleine et entière exécution. Je vous invite à pourvoir à sa promulgation dans la colonie.

Recevez, etc.

Pour le Vice-Amiral, Séateur, Ministre de la marine et des colonies :
Le Directeur des colonies,

Signé : MICHAUX.

Paris, le 18 avril 1878.

Monsieur le Commandant. — Vous trouverez sur *Journal officiel* du 10 avril courant le décret du Président de la République qui donne pleine et entière exécution à la loi qui a approuvé la convention conclue le 14 août 1876 entre la France et la Grande-Bretagne, pour l'extradition des malfaiteurs.

Vous voudrez bien pourvoir à la promulgation de ladite convention qui, aux termes de l'article 17, doit entrer en vigueur dix jours après sa publication.

Recevez, etc.

*Le Vice-Amiral, Séateur,
Ministre de la marine et des colonies,*
Signé : A. POTHUAU.

Paris, le 18 avril 1878.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 65 de l'instruction ministérielle du 26 juin 1860 ;
Vu les dépêches ministérielles des 12 et 18 avril 1878 parvenues dans la colonie le 6 juillet courant ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Sont promulguées dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat :

1^e. La convention conclue le 14 août 1876 entre la France et la Grande-Bretagne pour l'extradition des malfaiteurs ;

2^e. La convention conclue le 28 mars 1877 entre la France et le Danemark pour l'extradition des malfaiteurs.

Art. 2^o. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et le Chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messageur* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 21 juillet 1878.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

*L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
Chef du service judiciaire,
C. DUMANT.*

Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'extradition des malfaiteurs.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

DÉCRETÉ :

Art. 1^{er}. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention d'extradition conclue, le 14 août 1876, entre la France et la Grande-Bretagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 8 avril 1878, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant reconnu l'inutilité des dispositions de la convention conclue le 18 février 1843 entre la France et la Grande-Bretagne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont résolu d'un

convenu accordé de la remplacer par une autre convention plus complète, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française, M. le due Decazes, membre de la Chambre des députés, ministre des affaires étrangères, grand-officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc.

Et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honoréable Richard Birkbeck Pennell, lord Lyons, pair du Royaume-Uni, chevalier grand-croix du très-honoréable ordre du Bain, membre du très-honoréable conseil privé de Sa Majesté britannique, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire pour le gouvernement de la République française, etc., etc.

Les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention, trouvée en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les parties contractantes s'engagent chacune à se livrer réciprocement les individus poursuivis ou condamnés pour un crime commis sur le territoire de l'autre dans les circonstances et sous les conditions prévues par le présent traité.

Art. 2^o. Les accusations reçues, soit d'origine, soit par l'effet de la naturalisation, sont exceptées de l'extradition ; toutefois, si il s'agit d'une personne qui, depuis le crime ou le délit dont elle est accusée ou pour lequel elle a été condamnée, aurait obtenu la naturalisation dans le pays requis, cette circonstance n'empêchera pas la recherche, l'arrestation et l'extradition de cette personne conformément aux stipulations du présent traité.

Art. 3^o. Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition sont les suivants :

1. Contrefaçon ou altération de monnaies contrôlées ou allierées.

2. faux ou usage de pièces fausses ; contrefaçon des sceaux de l'Etat, poignons, timbres et marques publiques, ou usage dédaigns sceaux, poignons, timbres et marques contrôlées.

3. Meurtre (assassinat, paricide, infanticide, empoisonnement), ou tentative de meurtre.

4. Coup et blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner ; homicide par imprudence, négligence, maladresses, indiscipline des régiments.

5. Arsenite.

6. Viol.

7. Attentat à la pudeur avec violence ; attentat à la pudeur même sans violence sur la personne d'une fille âgée de moins de douze ans.

8. Vol, abandon, exposition ou séquestration ilégale d'un enfant.

9. Extravagance d'un mineur au-dessous de quatorze ans ou d'une fille au-dessous de seize ans.

10. Séquestration ou détention illégale.

11. Bigamie.

12. Actes de violence ou sévices ayant causé des blessures graves.

13. Violences contre les magistrats et officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions.

14. Meurtres écrites ou verbales faites en vue d'enlever de l'argent ou des valeurs.

15. faux témoignage, subversion de témoins, d'experts ou d'interprètes.

16. Incendie volontaire.

17. Robbery, vol, effraction, escroquerie ou au moyen de fraudeuse cléf.

18. Abus de confiance ou détournement par un hasardeur, commissionnaire, administrateur, tuteur, curateur, liquidateur, syndic, officier ministériel, directeur, membre ou employé d'une société, ou par toute autre personne.

19. Escroquerie ou recel frauduleux d'argent, valeurs ou objets matériels pouvant l'être, excepté les publics, faire l'objet de dérobade, de vol, de cambriolage, de déni, d'escroquerie, d'imposture, monnayage fait dans le but de tromper les actionnaires d'une société, de provoquer des souscriptions ou de déterminer des tiers à prêter de l'argent à la société.

20. Détournement frauduleux, vol ou recel frauduleux de tout objet, argenterie ou vaisselle provenant de voie de détournement.

21. Vol avec intention de dérobade.

22. Vol fait avec intention de mettre en danger la vie de personnes se trouvant dans un train de chemin de fer.

23. Destruction ou dégradation de toute propriété mobile ou immobilière punie de peines criminelles ou correctionnelles.

24. Crime de guerre.

25. Vol soit de dérobade ou de violence commis par l'équipage d'un navire français ou britannique contre un autre navire français ou britannique, ou par l'équipage d'un navire étranger non pourvu de commission régulière contre des navires français ou britanniques, leurs équipages ou leurs charges.

b). Il fait tout individu, faisant ou non partie d'un bâtiment de mer, de le livrer aux pirates;

c). Le fait, par tout individu faisant partie ou non de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer, de s'emparer dudit bâtiment par fraude ou violence;

d). Detraction, submersion, déposition ou perte d'un navire dans une intention coupable;

e). Le fait, par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en mer contre l'autorité du capitaine ou du patron;

26. Traite des esclaves telle qu'elle est définie et punie par les lois des deux pays.

Est comprises dans les qualifications des actes devant faire à l'extradition la complicité des faits ci-dessus mentionnés lorsqu'ils sont perpétrés par le biais des deux pays.

Art. 4^o. Le présent traité s'applique aux crimes et délits antérieurs à sa signature ; mais la personne qui sarà été livrée ne sera poursuivie pour aucun délit commis dans l'autre pays avant l'extradition autre quelconque pour lequel sa remise a été accordée.

Art. 5^o. La personne poursuivie accusée ou condamnée ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si la personne prouve, à la satisfaction du magistrat de police ou de la cour devant laquelle elle est amenée par l'autorité corps, ou du secrétaire d'Etat, que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de poursuivre ou de punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 6^o. Dans le cas où le Gouvernement français, l'extradition aura lieu ainsi qu'il est fait en France :

L'ambassadeur, ou autre agent diplomatique de Sa Majesté britannique en France, enverra au ministre des affaires étrangères, à Paris, une copie de l'acte d'accusation, l'exception matérielle étant jugée légitime, soit d'un certificat de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt contre une personne inculpée ou accusée, faisant clairement connaître la nature du crime ou du délit à raison duquel le fugitif est poursuivi. Le document judiciaire ainsi

produit sera accompagné du signalement et des autres renseignements pouvant servir à l'exécution de la partie de l'ordre édictée par le ministre des affaires étrangères. Les documents seront communiqués par le ministre des affaires étrangères aux agents des douanes, ministre de la justice, qui, après examen de la demande, dans les deux mois à l'appel, en fera un rapport au Président de la République, et s'il y a lieu, un décret présidentiel accordera l'extradition de l'individu reclamé et ordonnera qu'il soit arrêté et livré aux autorités britanniques.

En conséquence de ce décret, le ministre de l'intérieur donnera des ordres pour que l'individu poursuivi soit recherché, et, en cas d'arrestation, conduisit jusqu'à la frontière de France pour être livré à la personne chargée de le recevoir de la part du gouvernement de Sa Majesté britannique.

Si l'arrête que les documents produits par le gouvernement britannique démontrent l'identité et les fautes commises par l'individu reclamé par la police française pour le même objet reconnus insuffisants, avis en seraient donné immédiatement à l'ambassadeur ou autre agent diplomatique de Sa Majesté britannique en France, et l'individu poursuivi, s'il a été arrêté, confineraut, à être détenue en attendant que le gouvernement britannique ait pu produire des documents suffisants à preuve pour constater l'identité ou l'infraction d'une difficulté d'assurer.

Art. 7. Dans les Etats de Sa Majesté britannique autres que les colonies ou possessions étrangères, il sera procédé ainsi qu'il suit:

a) Si l'agent d'une personne accusée : J'a demandé sera adressée au premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères, par l'ambassadeur ou autre agent diplomatique de Sa Majesté britannique, une demande d'extradition. A cette demande seront joints un mandat d'arrêt, ou autre document judiciaire équivalent, délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'accusé en France, ainsi que les dépositions authentiques ou les déclarations faites sous serment devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement ledits actes et contestant, outre le signalisation de la partie de l'ordre édictée par le ministre des affaires étrangères, à stabiliser son identité. L'ordre consulaire d'Etat transmettra ces documents au premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour le dépôtement des affaires intérieures, qui, par un ordre de sa main et muni de son sceau, signifiera à un magistrat de police de Londres que la demande d'extradition a été faite, et le requerra, s'il y a lieu, de délivrer un mandat pour l'arrestation du fugitive.

b) La réception de cet ordre et sur la production de telle preuve qui, dans son opinion, justifierait l'émission du mandat, si le fait avait été commis dans le Royaume-Uni, le magistrat délivrera le mandat requis.

Lorsque le fugitif aura été arrêté, on l'emmènera devant le magistrat de police de qui sera émané le mandat, ou devant un autre magistrat de police de Londres. Si la preuve produite est suffisante à justifier l'émission du mandat, mais que l'ordre édicté par lequel le fait dont il est accusé aurait été commis en Angleterre, le magistrat de police l'enverra en prison pour attendre la mandat du secrétaire d'Etat nécessaire à l'extradition, et il l'adressera immédiatement à ce dernier une attestation de l'imprisonnement avec un rapport sur l'affaire.

Après l'expiration d'un certain temps, qui ne pourra jamais être moins de deux mois à compter de l'envoi de l'ordre d'extradition d'Etat, par un ordre de sa main et muni de son sceau, ordonnera que le fugitif soit livré à toute personne qui sera délibérément autorisée à le recevoir au nom du Président de la République française.

b) S'il s'agit d'une personne condamnée, la marche de la procédure sera la même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le mandat à transmettre sera l'ordre de faire exécuter une ordonnance d'absence corporal. Lorsque la demande d'extradition, énoncera clairement le fait pour lequel la personne réclamée aura été condamnée et mentionnera le lieu et la date du jugement. La preuve à produire devant le magistrat de police sera celle que, d'après la loi anglaise, elle établirait que le prisonnier a été condamné pour l'infraction dont on l'accuse.

c) Les condamnés par jugement par défaut ou arrêt de couronne sont, au point de vue de la demande d'extradition, réputés accusés, et livrés comme tels.

d) Après que le magistrat de police aura envoyé en prison la personne accusée ou condamnée pour attendre l'ordre d'extradition du secrétaire d'Etat, cette personne aura le droit de déclarer une ordonnance d'absence corporal, et lorsque cela sera fait, il sera délivré un mandat pour la remise de l'ordonnance, et cette seconde personne qui la remettra est contraire au demandeur. Dans ce dernier cas, la cour pourra immédiatement ordonner la remise de celui-ci à la personne autorisée à le recevoir sans qu'il soit besoin d'attendre l'ordre d'extradition du secrétaire d'Etat, ou bien l'enverra pour son attention un ordre.

e) Le magistrat devra délivrer les déclarations sous serment, délivrées ou recueillies dans les Etats de l'une des hautes parties contractantes, les copies de ces pices, ainsi que les certificats ou les documents judiciaires établissant le fait de la condamnation, seront reçus comme preuves dans la procédure des Etats de l'autre partie, s'ils sont revêtus de la signature ou accompagné d'un mandat d'arrêt, d'un magistrat ou d'un fonctionnaire du pays où ils sont délivrés ou d'un autre fonctionnaire ou magistrat, déposition, déclarations, copies, certificats et documents judiciaires soient remis à la partie demandant par le serment d'un témoin ou par le sceau officiel du ministre de la justice ou du autre ministre d'Etat.

Art. 8. Le fugitif pourra être arrêté sur mandat délivré par tout magistrat de justice, juge ou autre autorité compétente dans chaque pays, à la demande d'Etat, dans l'absence, de l'agent diplomatique de la partie demandant, qui, dans l'opinion de celui qui a délivré le mandat, justifierait ce mandat, si le crime avait été commis par la personne condamnée dans la partie des Etats des deux contractants où ce magistrat exerce sa juridiction; pour cependant, s'il s'agit du Royaume-Uni, que l'accusé soit, dans un pareil cas, envoyé aussi promptement que possible devant un magistrat de police de Londres, sera relâché, tant au Royaume-Uni qu'en France, si, dans les quatorze jours, une demande d'extradition n'a pas été faite par l'agent diplomatique de son pays, suivant le mode indiqué par les articles 2 et 4 de ce traité.

La même règle s'appliquera aux cas de personnes accusées ou condamnées du chef de l'un des faits spécifiés dans ce traité et commis en pleine mer, à bord d'un navire, de l'un des deux pays et qui viendraient dans un port de l'autre.

Art. 10. Si le fugitif qui a été arrêté n'a pas été livré et emmené dans les deux mois après son arrestation, ou dans les deux mois après la décision de la cour sur le renvoi d'une ordonnance d'absence corporal dans le Royaume-Uni, il sera mis en liberté, à moins qu'il n'y ait d'autre motif de le retenir en prison.

Art. 11. Il sera pas donné suite à la demande d'extradition, si l'individu reclamé a été jugé pour le même fait dans le pays requis, ou si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de ce même pays.

Art. 12. Si l'individu reclamé par l'une des hautes parties contractantes, est également poursuivi ou condamné dans le pays requis pour plusieurs autres infractions, ou d'autres infractions commises sur leur territoire respectif, sa extradition sera accordée à l'Etat dont la demande est la plus ancienne en date ; moins qu'il n'existe, entre les gouvernements qui l'ont réclamé, un arrangement qui déclérera de la préférence, soit à raison de la gravité des crimes commis, soit pour tout autre motif.

Art. 13. Si l'individu reclamé est poursuivi ou condamné pour un crime ou une délinquance dans un Etat des deux parties, il sera arrêté et libéré pour être différé jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté conformément à la loi.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détesté dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers les particulières, son extradition n'en aura pas moins lieu.

Art. 14. Tout sujet trouvé en la possession de l'individu, reclamé au moment de son arrêtement, sera, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, tenu pour être livré avec sa personne lorsque l'extradition aura lieu. Celle

remise ne sera pas limitée aux objets acquis par lui sur banqueroute frauduleuse ; elle s'étendra à toutes choses qui pourraient servir de preuve de complicité et d'effectuer même à l'extradition, après avoir été accordée, ne peut s'accompagner par suite de l'aviso ou de la mort de l'individu reclamé.

Sont toutefois réservés les droits de l'Etat sur les objets qui, en vertu des lois de l'Etat, seraient contraires à l'ordre public ou à la sécurité publique.

Art. 15. Chacune des parties contractantes pourra faire occasionnellement par l'arrestation sur son territoire, la détention et le transfert à la frontière des personnes qu'elle aura consenti à extraire en exécution du présent traité.

Art. 16. Dans les colonies et autres possessions étrangères des deux hautes parties contractantes, il sera procédé de la manière suivante :

ou possession étrangère de l'une des parties, sera faite au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou possession ; ou si le fugitif n'est échappé d'une colonie ou possession étrangère de la partie au nom de laquelle l'extradition est demandée, par le gouverneur ou le fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou arrachées, en suivant toujours aussi exactement que possible les stipulations de ce traité, par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui, cependant, auront la faculté d'en accorder l'extradition ou d'en reférer à leur gouvernement.

Les stipulations qui précèdent ne modifient en rien les arrangements établis dans les lois ou règlements internes des deux Etats par l'article 9 du présent traité.

Art. 17. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussi tard que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des pays respectifs.

Chacune des parties contractantes, en tout temps, mettre fin au présent traité par l'avis écrit mis à l'avance trié de son intention.

En fin de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce même traité et ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 14 août 1876.

[L. S.] DECRAZ.
[L. S.] LYON.

Art. 2. Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 avril 1878.

M^{me} de MAC-MAHON, duc de MAGENTA.

Par le President de la République :

Le Ministre des affaires étrangères :

WADDINGTON.

Convention entre la France et le Danemark pour l'extradition des malfaiteurs.

Le Président de la République française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRET :

Art. 1^o. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention d'extradition suscitée, le 28 mars 1877, entre la France et le Danemark, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 3 avril 1878, indique convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi de Danemark ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, les personnes suivantes :

Le Président de la République française :

M. le duc Decazes, membre de la Chambre des députés, ministre des affaires étrangères, grand-officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de l'Éléphant, etc., etc.;

El S. M. le roi de Danemark :

M. le duc de Moltke-Wittfeld, grand-croix de l'ordre du Dannebrog et détenteur de la croix d'ordre du même ordre, grand-officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

1^o Les deux parties, d'après l'avis échangé à Paris, acceptent d'engager, à leur demande que l'un des deux gouvernements adresse à l'autre, les individus trouvés, soit en France et dans les colonies françaises, soit dans l'empire et dans les colonies danoises, et poursuivis, mais en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les autorités compétentes de celui des deux pays où l'infraction a été commise pour les crimes et délits suivants, à l'exception de ceux ci-dessous :

Les délits ci-dessous sont considérés comme l'infraction. Les deux gouvernements se réservent sur la famille du ne pas livrer les étrangers fixés et domiciliés dans le pays, à moins que la demande d'extradition ne concerne un fait commis par l'étranger avant son arrivée dans le pays requis, et que celui-ci n'ait pas domicilié depuis moins de deux ans.

2^o Les délits ci-dessous sont déclarés irrepréhensibles, inexcusables :

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec violence ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

2^o Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, vol, vols continus, atteintes à la propriété, dérobades, dérobades et vol au sac, vol à main armée, vol au sac à main, vol au sac à main avec violence et menaces, vol avec violence et menaces, vol avec violence et menaces et dérobades et vol au sac à main avec violence et menaces ;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec violence ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

2^o Enlèvement d'enfants et attentat à la liberté individuelle commis par des particuliers ;

2^o Incendie :

— Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ;

2^o Vol commis sans violence ni menaces et vol commis à l'aide de violence ou menaces ;

2^o Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, dans les cas prévus par les articles 205 à 307 du code pénal français et le paragraphe 245 du code pénal danois ;

2^o Fausses monnaies comprenant le contrefaçon et l'alteration de la monnaie, l'émission et la mise en circulation d'objets émis ou déclarés être de la Banque de France ou privés ; émission ou mise en circulation de ces objets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture et usage des documents contrefaits, faulx ou falsifiés ;

1^o Faux témoignage ou fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ;

1^o Faux serment ;

1^o Concussions et détourments commis par des fonctionnaires publics ;

1^o Basculement frauduleux ;

Art. 3. Toute personne, assise ou de confiance dans les cas prévus simultanément par l'article 10 des deux traités, sera détenue et jugée par la commission militaire ou civile établie pour l'application des ministres et grades de l'équipage; rebelle ou mutinier de l'expédition ou du marin ou grade de l'équipage; révolté ou mutinier de l'équipage ou marin.

Art. 4. Toute personne qui sera retenue à l'aide d'un des crimes ou délits prévus dans cette convention.

Art. 5. Toute personne qui sera arrêtée pour la tentative des faits ci-dessus énumérés. Dans ces derniers cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait énuméré est commisable à la fois d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 6. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait commis à un semblable délit.

Le même individu ne pourra d'autre part pas être poursuivi ou puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins de son consentement exprès et volontaire, communiqué au gouvernement qui l'a livré, ou à moins qu'il apporte avec lui sa peine ou avoir été acquitté du chef du crime ou délit qui a motivé l'acte d'extradition, ou de prouver de quelles le pays ayant arrêté un de ses sujets ou citoyens, il n'a pas été informé.

Si ce sera pas évident délit politique, il est conseillé à un semblable délit; l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou l'autre collègue des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'emprisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'arrêt de la chambre des mines en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émanée du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le résultat du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, établie en original ou en explication de l'original.

Ella sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés. Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé, et autant que possible, du signalement de l'individu recherché.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit object de la poursuite rendrait dans la prévision de la présente convention, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est recommandée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 6. En cas d'urgence, lorsque l'individu sera arrêté et emprisonné, l'arrêtaison sera effectuée par le diplomate ou l'agent diplomatique, et l'arrestation toutefois qui est fait soit régulièrement demandé par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'individu a été réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent sera mis en liberté, mais sera arrêté et emprisonné jusqu'à son arrêtation, le gouvernement ayant à sa réquestration communication de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention.

Art. 8. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets ainsi qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il soit libéré, dans ce cas, sans être arrêté, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau échappé ou étant décédé.

Cette règle comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou dépêchés dans le pays, et qui seraient dévoilés ultérieurement; sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient au sujet des objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait acquis ou obtenu, aujouau moment où il sera arrêté, sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou déclaré dans le même pays à raison d'actions par lui commises devant des particuliers, son extradition sera laissée au choix de l'autorité compétente, sauf à la partie liée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 11. Les faits d'arrestation, d'entraînement et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article 8, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats, dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires, seront à la charge de l'Etat réclamant.

Un cas où le transport par mer sera jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat qui désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 12. Il est formellement stipulé que l'extradition, par voie de transit sur les territoires des Etats contractants, d'un individu s'exprimant sous le nom ou sous les dénominations ou sous la forme de l'Etat réclamant, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article 5 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne contre pas dans les dispositions des articles 10 et 11.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un ou plusieurs ou plusieurs d'entre eux, d'autre Etat, jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il sera donné suite en observant toutes les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les témoins et autres personnes émissaires de l'autorité compétente et tendant à faire éprouver une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de piéces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un ou plusieurs faits énumérés à l'article 5 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 8.

Art. 14. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Français ou à un Danois paraîtra nécessaire au gouvernement français, et vice versa, la partie transmise diplomatiquement sera signifiée à la personne par l'autorité compétente, et l'original constatant la notification, revêtue d'un visa, sera envoyé par la même voie au gouvernement requérant, sans résiliation des frais.

Art. 15. Si, dans une cause pénale non politique, un témoin ou témoins d'un Etat contractant, émissaire de l'autorité compétente du pays en réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Ce dernier devra être dédommager par l'Etat intéressé à sa comparution des frais de voyage et de séjour, ainsi que de sa peine et de la peri de temps; il pourra lui être fait sur sa demande, par les soins des magistrats de la résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, et son dépense pour les dépenses de logement et de nourriture. Ainsi, témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, chez dans l'un des deux Etats, constitue volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra être poursuivi ou déclaré pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, si non prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 16. Les stipulations de présents traité sont applicables aux colonies et

aux possessions étrangères des Etats parties contractantes, où il sera procédé de la manière suivante:

La possession étrangère du malfracteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des parties sera faite au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession, ou si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession de la partie ou de laquelle l'extradition est demandée, par le gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou accueillies, en suivant toujours aussi strictement que possible les stipulations de ce traité, par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui cependant auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en refuser à leur gouvernement.

Article 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le jour où qui sera pourra.

Elle sera exécutive le trente-trois jours à partir de l'achèvement des ratifications, et elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an ou à ce qu'après la date où l'une des deux parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Et de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et fait par leur armes.

Fait à Paris, le 25 mars 1877.

(L. S.) DECRES.
(L. S.) MOLINER-HIVELLET.

Art. 2. Le Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 avril 1878.

M^{me} de MAC-MAHON, duc de MAGENTA.

Par le Président de la République:
Le Ministre des affaires étrangères,
WADINGTON.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Instruction publique.

Hanpil ran na te Han.

Les examens et les distributions de prix dans les écoles de la colonie auront lieu ainsi qu'il est indiqué ci-après :

École de Papeterie.

Examens aux Séances. — Examens : Lundi 20 juillet, de 7 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Distribution des prix : Mardi 30 juillet, de 7 h. à 9 h. de l'après-midi.

École des Frères. — Unes meilleures successives qui ont frappé les Frères, M. le Commandant a décidé que l'établissement sera provisoirement évacué à partir du 12 juillet 1878, et que de cette date comporteront les grandes vacances.

Les cours ayant cessé dès ce moment, il y aura pas d'examen.

A la rentrée des classes, une distribution solennelle des prix sera faite et les récompenses attribuées aux élèves les plus méritants, d'après les notes de classe de l'année.

École française indigène.

Examens : Lundi 29 juillet, de 7 h. à 4 h. de l'après-midi.

Distribution des prix : Mardi 30 juillet, de 7 h. 1/2 à 10 h. du matin.

École de Matane.

École des Frères. — Examens : Mercredi 7 août, de 9 h. à 10 h. du matin.

Distribution des prix : Le même jour, de 1 h. à 3 h.

École des Sévres. — Examens : Mercredi 7 août, de 9 h. à 10 h. du matin.

Distribution des prix : Le même jour, de 3 h. à 5 h. de l'après-midi.

École de Matane.

Hanpil ran na te Han. — Hanpil ran : Moigre 29 no tuurai, mai te hora 7 mai a te hora e toe mai hanpil ran o te fenua nei mai te hora e fuaia hia i muri nei : No Hanpil ran i Paperete.

Hanpil ran : Hanpil ran Tae. — Hanpil ran : Moigre 29 no tuurai, mai te hora 7 mai a te hora e toe mai tuu' tu i te hora 10 i te poipoi.

Tuha rea re : Mahana pit 30, mai te hora 7 mai e te hora e toe tuu' tu i te hora 4 i te poipoi.

No te mui poi ya vahio hisa te hanpil ran i trienai, ataa tura e hanpil ran.

La tae i te akh fahouu ran o te hora tua hanpil ran e rae hanpil ran i te hora tua hanpil ran rae i te akh i te akh.

Tuha rea re : Mahana pit 30, mai te hora 7 mai e te hora e toe mai tuu' tu i te hora 10 i te poipoi.

Tuha rea re : Taha mahana ran, rae mai te hora 3 e te hora 7 tuu' tu i te hora 5 i te tapa ras mahana.

Service des subsistances.

Le public est prévenu que lundi 12 soit prochain, à deux heures de relevée, il sera procédé, dans le cabinet de l'ordonnateur, à l'adjudication, sur soumissionnages cachetés, de la fourniture de la viande fraîche, des animaux vivants, des aliments légers et rafraîchissants, du fourrage sec et vert et de l'argent pour achat de légumes verts, nécessaires aux équipages de la flotte, aux rationnaires de la colonie et à l'habitat militaire de la colonie, du 1^{er} septembre 1878 au 31 décembre 1890.

Tous les charges de ladite fourniture est déposé au bureau du commissaire aux subsistances, où les intéressés pourront en prendre connaissance tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés.

Chacun des concerens annexera à sa soumission, pour en garantir la sincérité, un récépissé constatant le dépôt entre les mains du trésorier-payer de la somme de mille francs. Ce dépôt sera

Pengdu apres l'adjudication aux soumissionnaires dont les offres n'avaient pas été admissibles.

Les offres devant être rédigées conformément au modèle ci-dessous :

Modèle de la fourniture de la viande fraîche, etc.,
à soumissionnaire, préemos ou raison sociale), m'engage à fourrir les animaux vivants, la viande fraîche, le fourrage aux vers, les aliments légers nécessaires aux services des substances de Tahiti aux conditions suivantes :

Quantité approximative des denrées	Prix offert pour chaque livre de denrées	Espece des denrées	Evaluation de la fourniture.
en kilos.	fr. c.		fr. c.
40,000 kilos.	Avinas.	Bœufs, un tiers des denrées évaluées à 11. Moutons.	Kings.
100 personnes à 4,000.	Vivans.	Porc.	55. - 65.
30,000 kilos.	Viande	Mouton.	45. - 50.
5,000 idem.	Trepins.	Poulets.	12. - 15.
15,000 idem.	Foie gras.	Poulets.	12. - 15.
7,000 idem.	Foie gras.	Vache.	12. - 15.
1,000	Oeufs râpés.	Vache.	12. - 15.
6,000 kilos.	Mats.	Vache.	12. - 15.
4,000 idem.	Bras.	Vache.	12. - 15.
52 régimes.	Bœufs.	Boeuf.	12. - 15.
4,000	Cornets.	Boeuf.	12. - 15.
4,000	Argent.	Boeuf.	12. - 15.
		Autres.	
		Viandes diverses.	
		Fromage.	
		Sel.	
		Graine.	
		Sucre.	
		Beurre.	
		Farine.	
		Arachide.	
		Caoutchouc.	
		Alcool.	
		Argent pour achats de légumes verts.	10.
			France.

Total de la fourniture.

Je déclare avoir une parfaite connaissance des conditions du cahier des charges relatives à cette fourniture, ainsi que des conditions générales de date du 10 juin 1878, et m'engage à les remplir.

(Signature du soumissionnaire.)

Service des Subsistances.

Le public est prévenu que lundi 19 nous prochain, à quatre heures du soir, il sera procédé à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de la fourniture du biscuit, de la farine de froment, de riz, des haricots, des pois, du café et du sucre nécessaire aux services des sols/subsistances et des hôpitaux de la colonie pendant les années 1879 et 1880.

Le cabot des charges de ladite fourniture est déposé au bureau du commissaire aux subsistances, où les intéressés pourront en prédir les connaissances toutes les jours, les dimanches et fêtes exceptées.

Modèle de la soumission.

Je soussigne (*sous, préemos ou raison sociale*), m'engage à fourrir la biseut, la farine de froment, le riz, les haricots, les pois, le café et le sucre nécessaires aux services des sols/subsistances et des hôpitaux de la colonie pendant les années 1879 et 1880, aux conditions suivantes :

Désignation des denrées.	Espece des denrées.	Quantité servant de base aux calculs.	Prix en suite lettres.	Prix en chiffres.	Evaluation de la fourniture.
Biscuit.	Kilos.	100,000			
Farine.	d'	6,000			
Riz.	d'	25,000			
Pois.	d'	16,000			
Café.	d'	16,000			
Sucre.	d'	16,000			

Total général de la fourniture.

Je déclare avoir une parfaite connaissance des conditions du cahier des charges relatives à cette fourniture, ainsi que des conditions générales de date du 10 juin 1878, et m'engage à les remplir.

(Signature du soumissionnaire.)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TAIIHETTIENNE

Deuxième Session de l'année 1878

PRÉSIDENCE DE M. PINAUDIER.

Avantages du 20 juillet 1878.

N° 729. — Entre H. M. Pommere IV, Reine des îles de la Société, demandant en son plaisir à Paopao, appelaient, agissaient en son nom personnel, représentée dans la cause par le prince Ariane, son fils, et la Reine de Taihi, le sien, son fils, et l'émir de Taihi, l'île de Paopao, tellement qu'ils déclarent avoir donné et donné tous pouvoirs à cet effet, la Reine et le prince comparurent en personne et parlant par leur conseil, et insinuent, entre autre parti:

Le sieur Makarai à Tehaniari, démeurant à l'auauaka, comparurent en personne pour représenter le sien, Arai valihio, et il déclarent, entre autre parti:

* 1* La dame Malabeauan à Mai, cheftaine de Faa, épouse du sieu Malabeauan à Mai, avec leur conseil, et le sieur Atue, venaient faire audience, à déclarer l'autoriser à esser au prises; ladite audience comparurent en personne et prirent pour avocat le sieur Atue, insinuant, entre autre parti:

Et * 4* le sieur Matahipao à Maratata, démeurant à Hilihi, comparurent en personne et prirent pour avocat le sieur Faa au Mai, encore insinuant, autre parti:

Au sujet de deux autres terres dues au sieur Atue, et un autre terroir pour lui, mais auquel il ne voulait pas renoncer, se fit faire par un appelle fermé le 15 mars dernière par le prince Ariane, d'un jugement du conseil du district de Hilihi, rendu dans l'affaire de la demande d'application de la loi de l'affaire de l'auauaka à Tehaniari, tel que le juge de ce district d'Hilihi rendit, à la suite du 2 Février précédent, et dont lecture a été donnée, et qui portait jugées toutes entières entre les parties.

Qui le sieur Pai pour l'appellante en re, dites et conclusions, tendant à

faire influer le jugement précité pour qu'il fût grief aux droits de la Reine qui revendiquait toutes les terres contestées comme lui appartenant par droit de donation, d'héritage et de prescription, si il provenait de la dame Teritius, décédée en 1849, qui en était propriétaire; et sur l'indication du président que pour la direction des débats il était utile que le sieur Pai entendît les trois chefs de sa demande, et précisément d'abord sur quoi regardent les droits de domsaine invétés, quelques-uns d'aillleurs en contradiction avec ses droits d'héritage, ce dernier déclarâit que la Reine invoquait une donation faite au prince de Joliville, son fils, par la dame Teritius peu de temps avant sa mort; ajoutant que ce prince est lui-même décédé depuis, laissant un fils légitime à son père hérélier; par suite de quoi ledit Pai demanda à prouver celle ledit don par témoins;

Oui les autres parties, représentées comme il a été dit, en leurs délibérations relativement à cette donation qu'il n'eût avoir existé, et au point de savoir si la Reine doit être admise à prouver, point sur lequel ils se sont rapportés à justice;

Outre le ministère public en ses conclusions sur les mêmes points, tendant à ce que la preuve demandée ne soit point admise;

Sur quoi, la cour, après en avoir délibéré conformément à l'endorseance royale du 21 décembre 1874:

Considérant qu'il s'applique au prince Ariane ce qualificatif qu'il agit est régulier en la forme et fait dans les débats;

Considérant que la Reine, à l'appui de ses droits personnels invoque une donation qui aurait été faite par l'ancienne propriétaire des terres, la dame Teritius, au feu Prince Joliville, représenté par le sieur Pai, fils de ce dernier dont la succession doucée la Reine reconnaît n'avoir aucun droit, reconnaissant en outre que leditles terres ne lui ont point été vendues ni données par ledit Prince Joliville ou ses représentants, mais qu'il existe toutefois une donation inverse par la Reine de Taihi en lieu et place, elle attribuerait la propriété dont s'agit au fils du Prince de Joliville qui n'est pas en cause que la Reine n'a successeur qui ait droit à ces terres; mais qu'il existe toutefois une donation inverse par la Reine de Taihi en lieu et place, elle attribuerait la propriété dont s'agit au fils du Prince de Joliville qui n'est pas en mesure de produire ce justificatif que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, parce qu'il n'y a pas lieu d'admettre à prouver cette donation;

Par ces motifs:

Lorsqu'il appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, qu'il n'y a lieu d'admettre la Reine à prouver son titre au contraire que lorsque elle démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire; et sur la demande du sieur Pai, est-il non, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, parce qu'il n'y a pas lieu d'admettre à prouver cette donation;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire; et sur la demande du sieur Pai, est-il non, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

La Reine appelle à la Reine formée contre le juge qui a précisé du conseil du district de Mahecan le 2 Février dernier; et qu'il débute par arrêt préparatoire, dit, sans rien préjuger sur les autres points, que la cause soit renfouée au jour d'après indiqué, lorsque la Reine démontre qu'il n'existe pas de cause d'assez de nature et de qualité pour faire le faire;

[Voir Supplément, pp. 133 et 144.]

Le 20 juillet 1877 et au lendemain, la présente des séances se déroulent à Paris.

Après avoir entendu l'appel au motif que les témoins étaient morts ou absents, moyens de démission pour deux personnes représentant comme il a été dit, ensemble le conseil public et les deux députés demandent à la conférence des juges d'attacher.

L'appelante demande l'indemnisation par le motif que lesdites terres lui appartiennent par donation et par droit d'héritage, et de prescription ; et basant son droit sur la donation sur ce qu'il existe bonnes auras, données par la dame Tapatio, qui était propriétaire, au fait principe de Jouville, aujourd'hui représenté par M. Génin, son unique héritier ; et pour l'héritage et la prescription, que l'appelante déclare être même chose en son idée, sur ce que la Reine exigeait la place proche héritière de la dame Tapatio, à laquelle elle provenait d'un ancêtre commun, le sieur Tuanari ;

L'intimé demandant la confirmation, par le motif que lesdites terres lui appartiennent par droit de descendance, comme tel provenant d'un de ses ancêtres, le sieur Paopah, d'où proviennent également la dame Tapatio, mentionnée ci-dessus.

Sous ces deux cas, après un avocat délibéré conformément à l'ordancement royal du 21 décembre 1874 :

Considérant que l'appel formé par le prince demandeur, que l'argument présenté par l'intimé en la forme et fait dans les détails, y résultent :

Considérant sur le fond : En ce qui concerne la demande invoquée pour la Reine, il est à noter que l'argument n'a pas été avancé, et que l'autre personne que la Reine n'a aucun qualifié pour représenter, de sorte qu'il n'y a lieu de s'y arrêter ;

En ce qui concerne les droits d'héritage et de prescription qu'elle invoque, il résulte :

Que l'appelante se produisit à cet égard que les témoins entendus, et qu'il résulte de l'audition même de ses propres témoins, qu'un certain Tuanari, le quatrième, ou cinquième enfant de la dame Tapatio, et dont ces derniers sont parvenus à ce point de l'ensemble qu'ils leur provenaient de l'héritage du Roi Pomaro son père, ce qui est centrée aux prétentions de l'appelante, qui prétend qu'elles viennent de la place proche de l'héritage de la dame Tapatio ;

Considérant qu'à un autre côté, tous les témoins, tant ceux de l'appelante que ceux de l'intimé, ont été unanimement d'accord dans leur appui au sujet de la dame Tapatio, dont la dame Tapatio et les intimes sont partis, et dont ceux-ci se trouvent dans les hérédités ; et que tous les autres témoins ont encore été témoins, pour dire qu'ils n'ont jamais été au fait que l'ensemble entre la Reine et Paopah allait entre la Reine et dame Tapatio ;

Considérant qu'en résulte que la Reine ne justifie d'aucun droit sur les terres en litige, tandis que les intimes justifient suffisamment qu'elles leur appartiennent par leur descendance.

Par ces motifs,

Réglé l'appel formé, examine à décret, contre le jugement rendu par le conseil des districts de Malacca et de George Town le 20 juillet 1877, et statuant sur cet appel, confirme ledit jugement en ses motifs et en ses résultats ; dit que les sept terres ci-dessous dénommées sont le propriété du sieur Paopah, alias Paopah, et de son frère, Vebasi, ainsi que de leur famille, non autrement désignés par eux ; débute la Reine Victoria de toute doute et pré-tensions sur lesdites terres ; dit qu'il supportera tous les frais d'instance, et ordonne la confirmation de l'amende d'appel par elle versée.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COMMERCE

De Papao.

Évidence du 6 juillet 1878.

Présidence de M. MARTIN.

M. Langomano père dépendra de la priorité pour une proposition relative à la condition actuelle de l'agriculture. Toutes les révoltes sont compromises pour ne pas dire perdues. Les gosses des colons s'ouvrent ; le coton pend aux rameaux, et générale-

ment il ne se trouve personne pour le ramasser. On devrait agir dans cette circonstance comme on agit en présence d'un fléau. Il y aurait lieu, à ses avis, de faire appel au bon vouloir de la population indigène. En conséquence, il proposera de déléguer aux mains de l'administration un ou deux mandats du comité pour la priorité d'assurer de ces indiscrétions sur les chabos du district afin de les empêcher à fourrir aux colonies qui les réclament les travailleurs nécessaires pour sauver les récoltes en péril.

Le comité adopte la proposition, délégué MM. Langomano fils, Martin et Pœu et informe l'administration de la gravité du mal et de réclamer de sa part une prompte action pour y remédier.

Le président fait observer que vu l'absence du président de la commission des locaux pour le concours, il ne peut être communiqué de rapport à ce sujet dans la séance de ce jour. Il y a donc forcément lieu de passer entre, et il proposera de nommer immédiatement les diverses sous-sous-commissions qui auront à s'occuper de l'organisation de l'exposition du 9 septembre prochain.

Le comité fixe alors qu'il soit les attributions et la compétition de ces diverses sous-commissions :

* Agriculture — Commissaires : MM. Chesse, MM. Langomano père, Malacca et Martin.

* Manufacture et usines, Produits agricoles, industriels et de la mer : — Commissaires : MM. Langomano fils, Martin, Malacca et Vincent.

* Expositions de toutes sortes, Bateaux de guerre : — Commissaires : MM. Abadie, Rose, Martin et Pœu.

* Visite des plantations : — Commissaires : MM. Abadie, Langomano fils et Pœu.

* Visite des plantations : — Commissaires : MM. Abadie, Langomano fils et Pœu.

Le président prend de l'informier de l'extension de l'administration, quant aux dépenses que la visite des plantations pourra entraîner pour les commissaires chargés de cette mission.

La séance est adjournée à 10 heures, pour être continuée le lundi 15 juillet à 8 heures du matin.

Vendredi 26 juillet 1878.

Il ne se trouve personne pour le ramasser. On devrait agir dans cette circonstance comme on agit en présence d'un fléau. Il y aurait lieu, à ses avis, de faire appel au bon vouloir de la population indigène. En conséquence, il proposera de déléguer aux mains de l'administration un ou deux mandats du comité pour la priorité d'assurer de ces indiscrétions sur les chabos du district afin de les empêcher à fourrir aux colonies qui les réclament les travailleurs nécessaires pour sauver les récoltes en péril.

Le comité adopte la proposition, délégué MM. Langomano fils, Martin et Pœu et informe l'administration de la gravité du mal et de réclamer de sa part une prompte action pour y remédier.

Le président fait observer que vu l'absence du président de la commission des locaux pour le concours, il ne peut être communiqué de rapport à ce sujet dans la séance de ce jour. Il y a donc forcément lieu de passer entre, et il proposera de nommer immédiatement les diverses sous-sous-commissions qui auront à s'occuper de l'organisation de l'exposition du 9 septembre prochain.

Le comité fixe alors qu'il soit les attributions et la compétition de ces diverses sous-commissions :

* Agriculture — Commissaires : MM. Chesse, MM. Langomano père, Malacca et Martin.

* Manufacture et usines, Produits agricoles, industriels et de la mer : — Commissaires : MM. Langomano fils, Martin, Malacca et Vincent.

* Expositions de toutes sortes, Bateaux de guerre : — Commissaires : MM. Abadie, Rose, Martin et Pœu.

* Visite des plantations : — Commissaires : MM. Abadie, Langomano fils et Pœu.

Le président prend de l'informier de l'extension de l'administration, quant aux dépenses que la visite des plantations pourra entraîner pour les commissaires chargés de cette mission.

La séance est adjournée à 10 heures, pour être continuée le lundi 15 juillet à 8 heures du matin.

FAITS DIVERS.

On annonce que les Etats de Jersey ont repoussé à la presque unanimous de voix un projet tendant à substituer l'anglais à la français comme langue officielle dans les îles anglo-normandes. Il est curieux, disent les *Débats*, de rappeler que ce petit archipel, surnommé si joliment « l'émeraude de l'Angleterre », et qui comprend quatre îles principales, Jersey, Alderney, Guernesey et Sark, a conservé pendant plus de sept siècles d'occupation étrangère la langue même qui paraît être la querelle de Guillaume de Normandie le Conquistador, qui possédaient un patois français qui diffère peu de celui de Coutances ou de Granville. Aujourd'hui encore, le bâilli, les dozours, le vicomte, l'enregistreur général, le billeter, le tireur d'acées, les six avocats, les trente écrivains et les dix prévôts qui constituent la cour royale de Jersey se servent presque exclusivement de la langue française dans l'exercice de leurs fonctions. Par une singulière anomalie, jusqu'à l'époque de la Réforme les îles anglo-normandes ont relevé spirituellement de l'évêché de Coutances ; elles sont maintenant annexées au diocèse anglicane de Winchester, dans le comté de Hampshire.

— On lit dans le *Courrier mercantile de Gênes* : « On mandate de Saint-Domingue que, le 2 janvier, on a procédé à une nouvelle reconnaissance des restes de Christophe Colomb. La caisse en bois dans laquelle on avait déjà scellé celle du corps renfermant les restes mortals de notre grand compatriote était déposée sur un riche catafalque. Après divers discours de circonstance, on demanda que l'orchestre jouât une marche funèbre, et que les reliques de la caisse fûssent brisées et la caisse démontée et placée sur une table. La caisse ouverte, on vit qu'il y avait, avec le plus grand malin, les précieux restes. On enleva ensuite la poussière qui se trouvait sur le fond. Apres un examen scrupuleux, les restes de Colomb furent photographiés par M. Narciso Arteaga, qui fit présent des négociatives à la municipalité. La caisse de plomb fut aussitôt remise avec les précieuses restes dans la caisse de bois, à laquelle on apposa les scellés. »

— On annonce que deux nouvelles collections des plus intéressantes viennent d'être installées au Jardin des Plantes. L'une consiste en objets d'anthropologie et d'ethnographie rapportés par M. Piéper de son voyage scientifique à travers la Polynésie, en passant par les îles de Pâques, Tahiti, Fidji, etc. Pendant son séjour à l'île de Pâques, couverte, on le sait, de statues de pierre fabriquées par un ancien peuple dont les Polynésiens actuels n'ont même pas connaissance, M. Piéper a recueilli une grande quantité d'antiquités très-curieuses. L'autre collection a été rapportée par M. Radley, retourne de la Nouvelle-Guinée. Elle comprend 40,000 spécimens d'histoire naturelle, insectes, oiseaux, etc. Elle est d'autant plus précieuse qu'on n'avait rien pu obtenir des derniers voyageurs italiens et russes qui ont visité cette contrée.

